



ÉTATS GÉNÉRAUX DU TRAVAIL SOCIAL

Travailleurs sociaux : la mobilisation continue !

En décembre 2012, lors de la Conférence nationale de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, François HOLLANDE avait annoncé la tenue des États généraux du travail social comme une des mesures phares de lutte contre la pauvreté :

*« L'organisation d'États généraux du travail social à l'automne 2014 est une initiative nationale qui doit participer à l'élaboration d'un plan d'action pour refonder le travail social. La démarche de construction des états généraux du travail social (EGTS) se veut **résolument participative et mobilisatrice de l'ensemble des acteurs concernés** pour prendre en compte la diversité et la complexité des questions et des propositions qui s'expriment. »*

cé, l'accès à ces assises est particulièrement verrouillé, tant pour les travailleurs sociaux de terrain que pour leurs organisations syndicales.

L'organisation des débats n'est pas prévue pour faire émerger la parole des travailleurs sociaux. Mais était-ce vraiment le but recherché ?

Ces assises se déroulent dans un climat délétère et d'incertitude du fait de la situation sociale dégradée et de l'annonce des prochaines réformes territoriales.

L'avenir de la compétence « Action sociale » est clairement posé par le projet de loi de clarification de l'organisation territoriale de la République sans qu'aucune réponse claire ne soit apportée sur le pilotage de cette compétence et les conséquences pour les travailleurs sociaux qui en ont la charge.

Mais, dans les assises, les débats s'orientent quasi exclusivement sur les pratiques professionnelles. Ils sont rendus responsables de l'échec de l'application des politiques publiques, comme s'il suffisait de changer leurs modes d'interventions pour faire disparaître le contexte de crise. Nous ne pouvons l'accepter !



Dans le cadre de la préparation de ces États généraux, des assises inter-régionales, sont organisées dans 8 grandes régions avec des ateliers préparatoires.

Or, a contrario de ce qui était annon-

Et nous ne sommes pas dupes, l'État veut imposer des politiques publiques/sociales déjà décidées en amont et instrumentaliser la participation des acteurs au nom d'un soi-disant travail coopératif... !

Ce qui est remis en question aujourd'hui, c'est précisément ce qui a permis de limiter les effets de la crise, à savoir : des services sociaux, éducatifs et médico-sociaux de proximité, accessibles sur tout le territoire avec une protection sociale de haut niveau.

Les syndicats CGT, FSU, FAFP, SUD Solidaires attendent du gouvernement

d'autres réponses à la crise et à la paupérisation de la population que l'accroissement des politiques néolibérales qui privilégient la rationalité économique au détriment de la dimension humaine et du respect des plus vulnérables.

Les travailleurs sociaux, présentés comme les garants de la cohésion sociale, voient leurs conditions de travail se dégrader de plus en plus.

Nos organisations syndicales exigent des réponses immédiates en termes de reconnaissance statutaire et salariale pour les travailleurs sociaux et des moyens pour l'action sociale et médico-sociale.

Les travailleurs sociaux ne serviront pas d'alibi à la puissance publique pour la dédouaner de ses responsabilités !

**Ils feront entendre leur voix
et seront présents
avec leurs organisations syndicales le
2 juin 2014
aux assises interrégionales
Ile-de-France
Rassemblement
de 12 h00 à 14 h00**

ASIEM (Association Immobilière de l'école militaire)
6 rue Albert d'Apparent - Paris 7e - Métro SEGUR

